ASSEMBLÉE NATIONALE

15 novembre 2018

LOI DE PROGRAMMATION 2019-2022 ET DE RÉFORME POUR LA JUSTICE - (N° 1396)

Commission	
Gouvernement	

Rejeté

AMENDEMENT

N ° 610

présenté par

M. Schellenberger, M. Bazin, M. Cattin, M. de Ganay, M. Pierre-Henri Dumont,
M. Emmanuel Maquet, M. Thiériot, M. Hetzel et M. Reiss

ARTICLE 4

Supprimer cet article.

EXPOSÉ SOMMAIRE

Le présent article étend le périmètre des contentieux pour lesquels la représentation par un avocat est obligatoire.

Cette dynamique d'extension de la représentation obligatoire par un avocat, soulevant une interrogation légitime quant à l'accessibilité de la justice, traduit également la complexité croissante de notre droit et donc, en écho, sa construction et la manière de légiférer. Au lieu d'entériner cette complexification, il convient d'engager un effort soutenu, quotidien, vers la simplification et la lisibilité de notre droit.

Il est donc proposé de supprimer cet article.